

BOUCHARD, Gérard et Yvan LAMONDE, dir., *La nation dans tous ses états : le Québec en comparaison* (Paris, L'Harmattan, 1997), 350 p.

Richard Jones

Volume 52, Number 2, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005487ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005487ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jones, R. (1998). Review of [BOUCHARD, Gérard et Yvan LAMONDE, dir., *La nation dans tous ses états : le Québec en comparaison* (Paris, L'Harmattan, 1997), 350 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(2), 254–255.  
<https://doi.org/10.7202/005487ar>

## COMPTES RENDUS

BOUCHARD, Gérard et Yvan LAMONDE, dir., *La nation dans tous ses états: le Québec en comparaison* (Paris, L'Harmattan, 1997), 350 p.

Cet ouvrage regroupe la quinzaine de travaux présentés lors du colloque de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations, en novembre 1996, et portant sur la thématique «Mythes fondateurs nationaux et citoyenneté. Perspectives comparées». Les auteurs comprennent des historiens, des sociologues, des littéraires ainsi que d'autres spécialistes de l'identité collective.

La démarche est comparative, même si tous les textes ne privilégient pas les comparaisons entre des pays ou des sociétés. Par ailleurs, bien que l'ouvrage porte le sous-titre «Le Québec en comparaison», plusieurs articles ne parlent pas du Québec. Par exemple, Diana Quattrocchi-Woisson examine les mythes fondateurs de la nationalité argentine, alors que Jean Stengers étudie le cas belge. D'autres articles, portant essentiellement sur d'autres sociétés, font quand même référence au Québec. C'est le cas de l'intéressant texte de Geneviève Zubrzycki sur la construction identitaire en Pologne. Elle soutient qu'à partir du moment où l'État, en Pologne comme au Québec, a acquis une nouvelle légitimité, la place de l'Église a subi un recul. On pourrait peut-être, dans une certaine mesure, inverser les choses dans le cas québécois: l'État est venu remplacer, dans l'accomplissement de diverses tâches sociales et éducationnelles, une Église déjà en voie d'affaiblissement.

Certaines communications concernent autant le Québec qu'un autre espace. Ronald Rudin, par exemple, s'intéresse aux fêtes commémoratives en Irlande en 1898, cent ans après le soulèvement de 1798, et à celles de Québec en 1908, lors du tricentenaire de la fondation de la ville. Il prétend que, dans les deux cas, ces initiatives reflètent les insécurités de chefs nationalistes qui tentent de répondre à divers développements d'ordre social et politique. À Québec, les fêtes montrent clairement deux vues différentes de la nation. Les fêtes officielles qui devaient, à l'origine, célébrer la venue de Champlain, sont récupérées par le gouvernement fédéral et surtout par le gouverneur général, lord Grey, qui cherche par tous les moyens à mobiliser l'appui à l'Empire. Le projet de faire un Parc historique des champs de bataille est lancé et les généraux qui ont participé aux combats sont présentés comme des «camarades, non des ennemis». Des Canadiens français participent à ces célébrations, prêts à oublier les excès impérialistes et à reconnaître l'importance de la coexistence des deux peuples. Les plus nationalistes, cependant, préfèrent les célébrations alternatives autour du monument érigé en l'honneur de M<sup>gr</sup> de Laval, à l'occasion du bicentenaire de sa mort. Peut-être ce chapitre de Rudin aura-t-il une résonance particulière pour les lecteurs vivant à Québec.

[1]

Depuis un certain temps, on le sait, les habitants de la Vieille Capitale assistent aux vives controverses déclenchées par le dévoilement de statues de personnages étrangers bien connus, alors que manifestants fédéralistes et indépendantistes scandent leur identité nationale respective.

L'historien Yvan Lamonde présente ses conclusions sur la manière dont l'Angleterre et la France ont été perçues dans la culture politique du Québec, de 1760 à 1920. En fait, il s'attarde beaucoup plus aux rapports avec l'Angleterre qu'aux liens avec la France. On peut penser qu'il serait utile ultérieurement de développer davantage la deuxième partie de l'équation.

L'article de José Igartua annonce une étude de «l'évolution des représentations de l'identité canadienne-anglaise depuis la Deuxième Guerre mondiale», ce que cet historien appelle «l'autre révolution tranquille». En fait, la portée du chapitre est moins large que ne l'annonce le titre: l'étude se limite aux seuls débats, en 1945-1946, entourant l'adoption de la première loi canadienne sur la citoyenneté. Comme pour toutes les grandes questions touchant aux relations avec l'Angleterre, à partir de la participation à la guerre sud-africaine jusqu'au débat interminable sur le drapeau, on voit dans le débat sur le projet de loi sur la citoyenneté un conflit entre diverses représentations de la «nation». Le sociologue Gary Caldwell poursuit cette analyse dans son propre texte sur l'évolution du concept de la citoyenneté.

Ayant été «formé» dans la Toronto plutôt impérialiste (du moins sentimentalement) des années 1950, l'auteur de ces lignes, même s'il s'est retrouvé du côté «perdant», doit insister sur le respect des faits, si insignifiants soient-ils. Non, Yvan Lamonde, la reine Victoria n'a pas fêté en 1897 son «jubilé d'argent» (25 ans) sur le trône. Non, Ronald Rudin, elle n'a pas non plus fêté son «jubilé d'or» (50 ans). C'était plutôt son «Diamond Jubilee», comme on le dit en anglais (60 ans). Quant à la «Fête de la Reine» en 1945, à laquelle José Igartua fait pudiquement allusion, les lecteurs risquent fort de se demander de quelle «reine» il peut bien s'agir. Pour les Anglais, l'expression «Victoria Day» avait au moins le mérite de désigner la personne honorée. Gary Caldwell évoque la visite du souverain au Canada en 1952. Il se trompe sûrement, car ce pauvre George VI est mort au début de février de cette année-là. Elizabeth avait bien visité le pays l'année précédente, en 1951, mais elle n'était pas encore reine. Quant aux routes provinciales qui auraient cessé d'être des «chemins de la reine», Caldwell devrait faire une petite visite en Ontario où toutes les grandes routes demeurent, comme elles l'ont toujours été, «chemins du roi». Que des détails, me dira-t-on, évoqués par un mauvais perdant. C'est sans doute vrai.

Cet ouvrage hétéroclite aura de l'intérêt pour tous ceux et celles qu'intéresse la question de l'identité nationale, peu importe leur discipline d'origine. Il constitue une contribution fort valable à nos connaissances sur ce problème, en même temps qu'il devrait inciter à entreprendre de nouvelles comparaisons aussi révélatrices.